ex 1

LE REFERENT TROPICAL DANS LA « MELEE »
La géographie, la crise alimentaire africaine et la fondation « Liberté sans Frontières »

Georges COURADE

« L'évidence elle-même (ou ce qui paraît évidence) doit être soumise à la plus exigeante critique. Les idées reçues, les systèmes simplistes d'explications doivent être a priori soupçonnés de maltraiter la complexité du réel ».

P. Gourou, 1970 : 69.

« Modernisation : transformation des mentalités sans laquelle le développement économique et social reste problématique ; intériorisation des sytèmes de valeurs supérieures longtemps réservés à une élite ».

P. Claval (in : *A. Bailly et al., 1984 :73).*

« L'homme actuel manque de bases, de racines (...). L'être qu'aucune racine ne nourrit est aussi celui qu'aucune attache ne retient ; il n'a ni lieu, ni but fixes, et, faute d'être canalisé, ce qui subsiste en lui d'instinct du risque le précipite dans l'aventure ».

G. Thibon, 1943 : Retour au réel, *p. 26* (in : *P. Bitoun, 1986 : 8).*

« L'autorité est fondée sur les attentes de carrière : on n'est tenu que pour autant qu'on tient à quelque chose ».

P. Bourdieu, 1984 : 119.

Ne pas maltraiter la complexité du réel. Belle exigence des scientifiques mais qui se heurte à différents obstacles dans la sphère tropicale : la pression de la géopolitique française, les déterminants du regard ethnologique, le caractère contesté des finalités et de l'objet développement et les pesanteurs propres à la constitution du savoir ultramarin dans un contexte de décolonisation scientifique qui est loin d'être achevé.

Les problèmes alimentaires africains focalisent l'attention des agences d'aide au développement, des scientifiques et des opinions publiques à partir du constat du relatif succès asiatique dans ce domaine et des « responsabilités particulières » de la France et des scientifiques français dans ce continent.

La mise au point par les centres de recherche agronomique d'une « révolution verte » adaptée à l'Afrique est plus que jamais à l'ordre du jour, tant il est vrai que la recherche-développement ou les analyses systèmes n'ont pas eu le même effet de démonstration (G. Courade, 1987).

On resterait incomplet si l'on ne soulignait ici le retour en force du référent tropical à la faveur du combat engagé par la fondation « Liberté sans Frontières » pour rechercher comme Deng Xiaoping

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 38690, ex 1
B

« la vérité dans les faits » et réorienter la politique générale d'aide au développement vers le « pré carré » français d'Afrique et du Pacifique. La place des géographes dans cette résurgence ne devant pas être sous-estimée, il paraissait *utile* d'évaluer les apports de la géographie tropicaliste dans la critique du tiers-mondisme entamé par C. Malhuret et R. Brauman (1986) et de mesurer la portée exacte de la nouvelle vulgate.

Cet essai se propose donc de rechercher dans les « habits neufs » de l'idéologie sans-frontièriste ce qui vient tout droit du référent tropical, référent dont les fondements sont à rechercher dans un certain nombre de « dérives » de scientifiques abandonnant les méthodes qui leur donnent l'autorité qui leur est reconnue.

I. Deux ou trois choses sur la perspective « tropicaliste »

Qu'on en déplore les effets ou pas, le référent tropical reste d'une actualité brûlante notamment dans les institutions spécifiques (O.R.S.T.O.M., C.I.R.A.D., Instituts Pasteur Outre-Mer).

Ce système de références et d'explications des processus de développement ne peut être attribué à la seule géographie rurale qui exerce ses talents au sein de « l'humanité tropicale », même si les autres disciplines de *sciences sociales* ont abandonné ce terme de tropical dont la connotation leur parut douteuse lors des indépendances. Les derniers manuels d'économie tropicale sont en effet, parus dans les années 50 et l'économie du développement lui a succédé.

Réduire la perspective tropicaliste à la façon dont les sociétés rurales prennent en compte les conditions naturelles pour s'alimenter et conclure à l'absence de surdétermination climatique vise à nous égarer puisque les géographes « humains » combattent depuis longtemps ce que P. Gourou a désigné sous le terme de « racisme climatique ». Certains revendiquent bien haut l'étiquette de tropicaliste et l'accolent volontiers à des chercheurs de « terrain » d'autres zones climatiques affirmant ainsi appartenir à une ethnie, une confrérie, ayant en commun des ancêtres mythifiés, une passion pour le « terrain », matrice de la problématique scientifique et lieu de ressourcement personnel et des « territoires » plus hexagonaux à défendre (P. Bourdieu, 1984). Si le terme était devenu une « simple étiquette » (G. Sautter, 1984 : 152), on ne voit pas pourquoi il a été si ardemment défendu ici et là.

De plus, la bannière tropicaliste dépasse largement en sciences sociales la seule géographie humaine comme nous le verrons à partir de certains concepts.

Les récents colloques de la fondation « Liberté sans Frontières » sont particulièrement édifiants sur le « grand retour » de certaines explications du répertoire colonial, pendant idéologique d'affirmations aventurées dans un contexte d'amplification médiatique lié au « charity business ».
La caution scientifique donnée à cette fondation par le ban et l'arrière-ban de la géographie tropicale (de P. Gourou à J. Racine en passant par J. Gallais) permet de penser qu'elle exprime sinon les vues du moins certaines options tropicalistes sur la question alimentaire en Afrique (Brunel S. et al., 1986 et Gresh A. 1985).

Il faut sans doute « situer toute analyse dans le contexte de l'époque » pour lire le Gourou des années 30 et de Liberté sans Frontières et on peut admettre qu'« il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas ». Ceci dit, coller à la mode ne permet d'énoncer que la vérité du moment et on peut se demander ce que vient faire le référent tropical dans le libéralisme politique à la française. A moins que cela ne vienne combler momentanément ou durablement un vide.

Au total, *les enjeux de la tropicalité sont tout autant de nature idéologique qu'épistémologique.* Ceci explique son caractère fourre-tout et ambigu comme son pendant tiers-mondiste dans sa version élémentaire (C. Liauzu et al., 1987). Ceci rend nécessaire la saisie de ce discours que ne justifieraient aucunement les quelques errances de géographes sous les « coups de bambous » tropicaux.

Discipline verrouillée, la géographie humaine tropicale n'a pas subi de cure de « refroidissement » pour parler en termes levy-straussiens continuant sur la voie tracée par P. Gourou depuis 1947 sans ruptures majeures, sans débats ouverts mais en intégrant notions, concepts et nouveaux objets (villes tropicales, espaces vécus, géopolitique) que le pragmatisme épistémologique favorisait (M. Bruneau, G. Courade, 1984 : 306-316).

Fondamentalement, comme l'historien de la Révolution française (F. Furet, 1978), le tropicaliste entretient avec son « terrain » des rapports faits d'ambiguïté, qu'il l'ait choisi librement comme dans la sphère académique ou qu'on lui ait imposé au nom des intérêts supérieurs de l'Etat français ou des Etats de sa zone d'influence (le fameux « pré carré »). Hypothèse fondamentale : « Il n'y a de précision valable que pour les cas particuliers » (P. Gourou). Cette affirmation anodine est fondamentale : elle fait d'une difficulté d'appréhension des faits le fondement d'une démarche scientifique et elle pose comme postulat le caractère unique de chaque situation géographique autorisant ainsi le repli académique vis-à-vis de l'action ou les dérives culturalistes. Le correctif proposé par P. Gourou à ce

postulat, *l'analyse comparative*, même s'il est rituellement rappelé est, en fait peu pratiqué, voire interdit institutionnellement (exemple indien à l'O.R.S.T.O.M.). Il est significatif de constater qu'en géographie comme en anthropologie, on n'arrive pas à dépasser l'approche par « aire culturelle ». Négation de la démarche expérimentale : il ne saurait y avoir de loi tant chaque situation est originale et irréductible comme si le généticien au vu de l'immense diversité des êtres ou des plantes avait renoncé à rechercher les règles déterminantes de l'hérédité.

La géographie tropicale serait-elle à l'ère prémendelienne pour cause de diversité déconcertante des situations locales ? Sûrement pas. Ce serait renoncer à sa propre existence de tropicaliste, d'africaniste, d'américaniste, d'océaniste, ... bref, de n'être plus légitime dans le marché du développement. N'oublions pas enfin que parmi les sciences sociales, les géographes ont compensé leur déception médiatique par un investissement dans la « mise en valeur » (terme employé dans le système colonial) ou l'« aménagement » (terme technocratique actuel). Et chacun sait que l'action oblige à se situer dans un champ de contraintes technico-financières établies et à sélectionner l'itinéraire choisi à partir d'une analyse forcément réductrice ou d'hypothèses limitées.

Dernier point et non des moindres : la décision se prend à une échelle géographique qui n'est pas celle de l'analyse. Et si les économistes — quand ils ne sont pas devenus des anthropologues pour des raisons d'inadaptation de la fameuse « théorie économique » — connaissent les affres du passage du « micro au macro », les géographes sont souvent accusés par les décideurs de produire d'excellentes études de terroirs dont on ne sait que faire à l'échelle du pays. Bref, d'offrir la perfection inutile sans que l'on sache le degré de généralisation des mesures fournies ou des processus à l'œuvre. Critique qui a été intégrée puisqu'on s'intéresse aux terroirs pour y observer les changements de toute nature survenus et que l'on sort de la monographie villageoise (voir les travaux intéressants de J. Boutrais, Chauveau et Richard, Pillet-Schwartz et Marchal qui annoncent un renouvellement de la formule).

Au total donc, si dans l'absolu, on estime peu crédible tout travail dépassant l'échelle de la petite région, on ne refuse pas pour autant de se livrer à des évaluations ou des suivis de projets, prix à payer pour faire de la géographie « scientifique » pour certains, implication dans les soucis des « objets » de la science pour d'autres.

Le référent tropical des géographes est enfermé dans cette contradiction et, en ce sens, le dialogue Gourou/Pelissier dans *Hérodote* est savoureux à plus d'un titre : « Vous êtes un "asiatique" et pour l'Afrique vous préconisez le développement de l'irrigation. Mais moi qui suis un "africain", je n'arrive pas à y croire... Le malheur, c'est que le paysan d'Afrique noire n'a pas le goût de l'eau, il n'a pas le sens de l'eau pour l'irrigation » (*Hérodote*, 33-34 : 69-70).

L'anthropologie du développement, elle aussi, pose le problème éludé par la géographie tropicale face à la multiplication d'études de cas non comparables : « L'accumulation "d'études de cas" hétéroclites posant des questions différentes à la réalité ou ne posant pas les bonnes questions, ne permet guère en effet de produire des analyses rigoureuses, et laisse de ce fait le champ libre aux généralisations abusives, aux extrapolations hâtives, aux théories "grand angle" qui sélectionnent les "illustrations" intéressantes et oublient les contre-exemples » (Boiral, Olivier de Sardan, 1985 : 11).

La question ici soulevée est celle du vide qui subsiste malgré le foisonnement des micro-études censées apporter une connaissance fouillée sur un morceau de territoire sans livrer les clés d'une interprétation générale comme le souligna H. Ruthenberg en 1977 pour les études de terroirs. Interprétation générale qui commande les interventions possibles.

La caractérisation régionale, l'étude des espaces emboités semblent de nature à sortir de l'impasse sans pour autant remettre en cause le point de départ.

II. Le référent tropical dans le mieux-disant scientifique de « Liberté sans Frontières » (L.S.F.)

Chacun sait aujourd'hui que la géographie ne sert pas à faire la guerre, mais que pour faire la guerre, il faut convaincre l'opinion de la nécessité de disposer des moyens de la faire ou de l'empêcher : à l'heure des missiles et des satellites, la carte d'Etat-major ne suffit plus.

Les aventures ultra-marines françaises connaissent un regain surprenant d'activité et l'on renoue avec les traditions de l'aventure exotique (Paris-Dakar) ou avec les « œuvres missionnaires » médicales.

De la même façon que pour la collaboration en 1941-1944, les historiens procèdent à une réévaluation de la colonisation, de cet « humanisme colonial » dont parle R. Girardet (1979 : 253-273) sans citer l'œuvre de P. Gourou, qui se situe fondamentalement dans cette ligne.

Dans ce contexte de remise au goût du jour de valeurs enfouies (crise oblige !), il n'y a pas lieu de s'étonner que le ressourcement tropical vienne de médecins quand on sait leur autorité morale depuis l'effondrement clérical (clercs et clergé confondus) dans l'imaginaire collectif français.

Dans son effort de « musculation » de la critique du *tiers-mondisme* Liberté sans Frontières fit appel aux tropicalistes les plus notoires. Juste hommage à leur constance dans la bourrasque des tiers-mondismes hexagonaux de la décolonisation (type 1), de mai 68 (type 2), des organisations caritatives (type 3). Et sur le thème-phare du référent tropical : la crise alimentaire de l'Afrique noire et les problèmes ruraux.

Après le « Tiers-mondisme en question » (janvier 1985), l'inversion de la situation alimentaire africaine permettait le 2 octobre 1985 à nombre de tropicalistes de chercher à « redresser les erreurs de fait et de jugement » comme nous l'indique justement G. Etienne (*in* : Brunel et al, 1986 : 11).
On sait bien cependant, que la planète tropicaliste est aussi diverse que la constellation tiers-mondiste, ce qui oblige à tordre faits et jugements pour les soumettre au feu purificateur de la critique mais réduit la portée de celle-ci. De la même manière, on peut avancer que le référent tropical se définit par la réduction que lui font subir ceux qui le manipulent. Ainsi, le relativisme culturel qui conduit certains géographes culturalistes à s'opposer au « développement » ne semble pas être la « tasse de thé » d'un G. Etienne, d'un P. Gourou ou d'un J. Klatzmann qui défendent la « révolution verte » dans tous ses aspects, voire le modèle israélien de développement pour l'Afrique noire !

Nous nous attacherons à relever ici les références tropicalistes présentes dans la « vulgate » anti-tiers-mondiste de Liberté Sans Frontières.

▶ *Les enseignements de la relative réussite asiatique* (greniers pleins, ventres parfois vides) sont les suivants :
a) maîtrise de l'eau : il est scandaleux au plan géographique que les « façons » d'Etats qu'a connues l'Afrique n'aient pas eu de préoccupations d'aménagement hydraulique, dans les deltas notamment ;
b) conditions de l'emprunt technologique : deux conditions sont nécessaires : le désenclavement, l'ouverture sur l'extérieur (l'isolement et l'autarcie sont néfastes) et la volonté d'emprunter (voir point d) ;
c) importance de l'innovation technologique : les semences améliorées malgré les nouveaux problèmes qu'elles posent ont été un facteur décisif de progrès ;
d) la surdétermination de la « longue durée » et de la continuité dans la qualité des « encadrements » des civilisations « supérieures » : l'Asie a bénéficié d'un « avantage comparatif » dans ses encadrements et a su préserver la finesse de ses techniques rizicoles séculaires par absence de véritables bouleversements ;
e) les inégalités dans la dotation en ressources, l'accroissement démographique obligent à pratiquer cependant « l'art du possible » selon l'économiste G. Etienne.

A posteriori, les succès asiatiques étaient évidents et inscrits dans l'histoire des pays. Le système indien de protection, l'importance de la recherche agronomique locale après 1965, le choix vivrier au détriment des cultures de rente, la mise en route d'une base industrielle agrochimique ne sont que peu soulignés comme si l'histoire immédiate n'avait eu qu'un rôle mineur. L'importance des castes qui ont « l'agriculture dans le sang » ne nous est pas, par contre, épargnée. Nous retrouverons ce « fait de civilisation » dans la notion de « dynamisme ethnique » couramment avancée en Afrique.

L'analyse « africaniste » de Liberté sans Frontières combine avec bonheur géographie tropicale et économie libérale pour dénoncer l'incurie des Etats et des dirigeants locaux dans la crise alimentaire africaine et minimiser les responsabilités extérieures.

Les recettes s'ordonnent sous la plume de S. Brunel sous quatre rubriques :
a) greffer la modernité sur les civilisations et les traditions : la civilisation de la jachère ne pourra pas devenir celle de la rizière, mais il faut développer les milieux naturels favorables, exploiter les terres vacantes, ne pas attendre de miracle des variétés améliorées dans un sous-continent marqué par la diversité (contradiction avec le constat général de civilisation de la jachère) ;
b) inciter les paysans à s'ouvrir à l'innovation en leur apportant des intrants, des prix rémunérateurs et la stabilité politique ;
c) faire reculer le biais urbain, la bureaucratie et retourner aux lois du marché international : ici, on retrouve à la fois les thèses du F.M.I. et celles du référent tropical (priorité aux ruraux, à l'investissement agricole, non concurrence entre cultures), vive la Chine décollectivisée et les bons élèves du F.M.I. comme le Ghana !
d) mettre en œuvre une politique de stockage pour répondre à l'insécurité.

Liberté sans Frontières a intégré certains leitmotivs du référent tropical : le discours paysan indifférencié, la reconnaissance des savoir-faire paysans, la non-concurrence entre cultures vivrières et de rente, le caractère néfaste de la régulation étatique alors qu'elle a bien fonctionné en Inde, l'analyse dualiste opposant logiques paysannes et rationalité techni-

que. La faible rémunération des cultures d'exportation n'appelle pas de cri d'alarme comme pour certains tropicalistes. La voie proposée reste l'artificialisation de l'agriculture, modèle « révolution verte » qui « enrichit les riches et rend moins pauvres les pauvres » et à propos de laquelle les « africanistes » géographes restent réservés...

Caricature de la géographie tropicale ? Pas si sûr. On attend encore les réactions tropicalistes à l'ouvrage de Liberté sans Frontières pour s'en démarquer.

III. Rural et culturel dans la planète tropicaliste

L'hypothèse selon laquelle une école tropicaliste existe se trouve explicitement confirmée par Sautter et Pelissier (O.R.S.T.O.M.- C.N.R.S.- E.H.E.S.S., 1984 : IX) qui s'interrogent sur la justification d'un objet propre à la géographie rurale : « L'espace rural ne peut pas ne pas être vu aussi comme le support d'un vécu particulier, d'une identité culturelle, de pratiques collectives enracinées dans le temps long des sociétés ».

Tout est dit en peu de mots : la mise en garde contre la suprématie de l'économique, l'attention portée plutôt aux héritages qu'aux conflits du présent, la préférence accordée à ce qui différencie plutôt qu'à ce qui est commun, etc.

On retrouve tout ceci dans l'ordre explicatif : renvoi aux « faits de civilisation » par définition non mesurables, au symbolique et à la fameuse psychologie collective (mentalités, formes collectives de réaction à l'innovation, logiques et rationalités diverses) censées rendre compte *au fonds* d'une situation, une fois épuisées les explications vérifiables. On voit toutes les dérives possibles de concepts aussi flous que le « vécu » ou l'« enracinement ». On sait la manipulation qui en fut faite dans le cadre de « l'équivoque vichyssoise » (P. Bitoun, 1986).

Le tropicaliste, à l'image de l'historiographe de la révolution française est partie prenante, en « connivence » avec les « sujets » de son analyse, avec leur « vécu ». Avec parfois un doute : « Mais peut-on voir avec les yeux des autres, surtout lorsqu'il s'agit d'un peuple dont la situation et la culture sont si éloignées des nôtres ? » (J. Bonnemaison, 1986 : 11).

Connivence qui peut aller loin comme l'indique cette remarque de M. Benoit (1982, 10) qui s'exclame : « L'idée égalitaire imposée par l'étranger à l'époque coloniale a — par exemple — bouleversé les sociétés hiérarchisées. Qui dénoncera la suppression du pillage et de l'esclavage, cause de la mort touaregue aujourd'hui ? » L'ethnocide est certainement condamnable, mais peut-il être justifié de défendre la différence des uns au prix de l'inexistence des autres ?

On pourrait multiplier les exemples de ce relativisme culturel qui a ses lettres de noblesses en anthropologie avec C. Levy-Strauss et ses dérives multiples. On connaît sa transcription par le Club de l'Horloge...

Laissons la parole à J. Copans qui explicite l'évolution du regard ethnologique : « Penser l'autre, c'est certes le civiliser, mais c'est aussi d'une certaine manière le consommer... L'ethnologue n'est plus un regard qui fonderait à la fois une rationalité scientifique et un objet différent. Il devient interprète, médiateur, intercesseur, ventriloque même ». Et sur les excès : « Certains anthropologues en viennent à valoriser leur savoir au détriment des préférences culturelles des "sauvages" d'aujourd'hui... A l'autre extrême, il y a ceux qui s'ensauvagent (*who go native*), qui s'installent à demeure chez l'autre... Le voyeurisme est proche » (M. Guillaume et al. 1986 : 115-119).

Le concept de rural lui-même n'échappe pas à différentes connotations. La dichotomie géographique et sociologique entre le rural et l'urbain repose sur un dualisme traditionnel/moderne qui a épuisé sa capacité explicative, même dans les pays d'Afrique noire de la même manière que l'opposition sociétés civiles/Etats qui fondent encore largement le discours tropical des géographes.

Rural est un concept fort pour la géographie tropicale. Il désigne des milieux caractérisés par des paysages agraires, où l'activité agricole règne prioritairement, mais aussi où s'enracinent sur un territoire concret et immatériel des populations ayant un genre de vie, une « civilisation » particulière désignée souvent par l'aliment mythique et essentiel de leur alimentation (civilisation de l'igname, civilisation du riz, etc.).

Trois éléments sont étroitement « combinés », la dimension écologique, la dimension spatiale et l'« encadrement » culturel politique et social. Avec deux options différentes face au « progrès » selon les tempéraments : le refus exacerbé de l'ethnocentrisme (d'où une forme particulière d'« intégrisme » géographique) ou l'acceptation d'une modernisation nécessaire (avec reconnaissance de préjugés à combattre et de savoir-faire à valoriser). On aura reconnu dans la deuxième option, celle de P. Gourou.

Dans cette optique, les villes africaines et l'urbanisation sont présentées comme néfastes : lieu de dissolution des cultures locales, elles « pressurent » les campagnes, les vident de leurs actifs jeunes et diffusent des modèles de consommation importés de l'étranger.

A contrario, le paysan ou le pasteur, sa sagesse, sa prudence, ses logiques sont perçus comme porteurs

d'une alternative à la « civilisation de Marx et du coca-cola » ! Sans que l'on sache clairement qui est ce paysan ou ce pasteur mythique...

C'est ici que l'on rejoint les remarques de F. Furet, à propos de la révolution française ou de D. Bergman sur les économistes « ruraux ».

Le premier, s'interrogeant sur la tradition marxiste de l'histoire révolutionnaire, appelle cette histoire à retrouver la voie de l'*explicite* : « L'histoire en général a cessé d'être ce savoir où les "faits" sont censés parler tout seuls, pourvu qu'ils aient été établis dans les règles. Elle doit dire le problème qu'elle cherche à analyser, les données qu'elle utilise, les hypothèses sur lesquelles elle travaille et les conclusions qu'elle obtient » (F. Furet, 1978 : 30).

Le second s'étonne de la survivance de ce qu'il appelle l'agrarianisme : « C'est l'ensemble des doctrines ou des croyances qui attribuent des vertus particulières aux activités agricoles et recommandent donc des politiques économiques favorables aux agriculteurs... » (D. Bergmann, 1984).

Cette forme d'idéologie attribue des qualités particulières au « bon sens » paysan qui a les « pieds sur terre » et auquel s'identifie volontiers le « baroudeur » tropicaliste au point de s'assimiler au paysan ! Ceci explique la pauvreté des interrogations du géographe au sujet des encadrements ou du développement posés souvent comme des objets indiscutables.

IV. Les voies du développement malgré « l'immense variété des situations locales »

L'« africaniste » géographe s'avère d'un scepticisme à toute épreuve vis-à-vis d'objectifs comme l'autosuffisance alimentaire ou le développement autocentré. Le terme développement recouvre au mieux la relation « développeurs/développés » (Dozon) ou pour faire géographique « aménageur/aménagé » (G. Sautter).

Apparemment, il ne vient pas à l'esprit du tropicaliste que sa propre activité, ses analyses, sa fonction critique font partie du développement et qu'il appartient, au même titre que ses collègues des « sciences dures » à cet univers dont il se distancie avec une certaine morgue à l'endroit des experts. Experts qui font un usage intéressant de ces travaux : voir la « lecture » de J. Giri des terroirs africains.

Il n'y a pas de définition consensuelle du développement. Avatar de l'histoire « immédiate », il se confond cependant avec le progrès technique, l'ouverture sur l'extérieur (voir l'importance du thème de *l'isolement* dans l'histoire gouroutienne des techniques) et la pénétration de l'économie marchande, perçue comme un mal nécessaire ou une « agression » (J.L. Dongmo, 1979 : 149-154). Peu de définitions de ce que recouvre le projet développementiste sous la plume des géographes, mais un souci de montrer sa relativité : l'étude des « dérives » plus ou moins aléatoires des projets, des « choix » dans les innovations technologiques comme des appréciations plus ou moins correctes des potentialités (notion d'*erreur géographique* majeure dans la problématique comparatiste de P. Gourou, si peu reprise par ses disciples).

Un article récent sur la région (O.R.S.T.O.M.-C.N.R.S.-E.H.E.S.S., 1984 : 173-176) se révèle plus explicite sur ce sujet en réaction au discours paysan et à la stratégie d'autocentrage de la rue Monsieur, version J.-P. Cot : « Disons-le tout net : le développement autocentré relève du mythe puisque toutes les sociétés contemporaines sont déjà intégrées dans le système mondial et ne peuvent être étudiées en dehors de ce système » (cf : S. Amin, 1976).

Dans un premier temps, assimilant autocentrage et autarcie, se référant au tiers-mondiste S. Amin, on nous dit qu'il n'y a qu'une seule voie possible de développement, les frontières étant forcément grandes ouvertes.

Plus fondamentale est la distinction entre paysan et entrepreneur agricole, reproduction et développement. On a ici, en raccourci et de manière explicite une conception du développement. S'agit-il de *la* conception tropicaliste du développement ? En voici, en tout cas les termes : « Une société paysanne s'identifie en général à un espace de faible dimension. Le paysan, c'est l'homme d'un pays (au vieux sens français de ce mot), d'une localité. Une société paysanne véritablement liée à l'espace qu'elle exploite se reproduit plutôt qu'elle ne se développe. Elle peut essaimer, expulser des migrants, mais ce n'est là qu'une forme très spécieuse de développement. Au surplus, une telle société n'est même pas autocentrée, dans la mesure où elle se compose plus d'une juxtaposition d'unités relativement autonomes que d'un ensemble organisé autour de pôles à fort pouvoir intégrateur. Entrer en développement, pour une société paysanne, c'est nécessairement prendre place dans un espace économique plus vaste que son propre espace, où la décision lui échappe toujours plus ou moins. C'est en fait participer à un mouvement qui, à plus ou moins brève échéance, fera d'elle autre chose qu'une société paysanne ».

La suite de l'exposé argumente à partir d'une assimilation de concepts différents, espace géographique, espace de vie et espace économique pour nous convaincre que la seule voie qui s'offre ne saurait être que la division internationale du travail à partir des avantages comparatifs (écologiques et économiques) et grâce au système libéral (la « main invisible » !).

Le récent débat Couty-Franqueville montre bien présupposés et enjeux d'une telle prise de position (Lettre de Solagral supplément, 1986 : 5-9). Se plaçant du point de vue de la comptabilité nationale, Ph. Couty estime : « Pour le Sénégal, aujourd'hui, le coût immédiat (ce n'est pas le seul) d'une stratégie d'autosuffisance s'élève à 50 milliards de F.C.F.A. par an. Si j'étais ministre des Finances du Sénégal, je lutterais désespérément contre cette stratégie » (LSD supplément, 1986 : 9).

A cet argument comptable pour le Sénégal, voici opposées les « raisons » du surcoût de la politique de sécurité alimentaire nationale accepté par le contribuable et le consommateur français (J. Grall, *Le Monde*, 28/05/1987 : 28) pour disposer de son « pétrole vert » : « On peut estimer que le producteur est inefficace par rapport à la concurrence étrangère. La référence devient alors le cours mondial. Si le cours reflète le coût de production du pays le mieux placé (avantages comparatifs), l'obligation d'importation qui en découle n'est pas une garantie de sécurité alimentaire ». Suit une discussion sur ce qu'est le prix mondial dans une concurrence faussée. On peut se demander ici, si ce qui est valable pour un pays de la zone tempérée l'est aussi pour les pays de la zone intertropicale. C'est P. Gourou qui recommandait de ne comparer que les situations géographiques intertropicales. En va-t-il de même en macro-économie ?

Conclusion : de l'humanisme colonial au néo-libéralisme... pour les pays du Sud

Grâce à la fondation « Liberté sans Frontières », le référent tropical est passé du « local » à l'international par le biais du néo-libéralisme : le sens de l'idéologie « sans frontières » n'est-il pas à rechercher dans la libéralisation du commerce international favorisant les agricultures sur-productives et dans le refus de la protection tarifaire et douanière derrière lesquelles se sont édifiées bien des agricultures aujourd'hui prospères ?

Laissons ici la parole aux experts du G.A.T.T. dans l'inimitable discours décalé onusien : « Les produits tropicaux ne sont pas, en général, directement concurrents avec des productions agricoles des pays développés. C'est pourquoi, la libéralisation de ces produits par les pays développés est considérée comme étant moins difficile à réaliser que celle portant sur les produits agricoles des zones tempérées. Il existe cependant des cas où les produits tropicaux peuvent entrer, dans une certaine mesure, en concurrence avec des produits agricoles des pays développés (par exemple les boissons ou certains produits alimentaires) en leur étant substituables. La réalisation des objectifs de l'Uruguay Round dans ce secteur — c'est-à-dire la libéralisation la plus large du commerce des produits tropicaux — requiert l'acceptation par les pays développés d'un certain degré de concurrence avec leurs propres productions agricoles » (G.A.T.T., 1987 : 3).

On ne peut soupçonner les experts du G.A.T.T. de répercuter un discours proche d'A.G. Frank et pourtant, que disent-ils ? Que le libéralisme ne peut être demandé aux seuls pays du Sud. Qu'en conclure si ce n'est que les pays développés soucieux de leur électorat paysan ne sont pas disposés à appliquer ces règles du marché qu'ils préconisent pour les autres. Peut-on dans ces conditions dire au Sénégal ou au Mali de ne pas rechercher à assurer par sa production domestique l'essentiel de ses besoins, même à un prix plus élevé que les cours mondiaux... comme dans l'hexagone !

Nous sommes loin de la géographie tropicale, même s'il s'agit de la transposition économique du fameux « malheur aux isolés » de P. Gourou, qui voit dans l'intégration spatiale le chemin du progrès. Rares sont les géographes tropicalistes qui font de la comparaison un de leurs outils scientifiques essentiels malgré les pétitions de principe. Dommage ! Cela pourrait leur permettre d'analyser des processus universels à l'œuvre dans des situations géographiques singulières. Les variables culturelles ont leur importance sans doute : toute la question est de les mesurer dans la « combinatoire » sensée être explicative. On sait où peut mener l'appréhension du différent pour le différent aujourd'hui.

De même, la géographie des héritages ou de la longue durée ne peut à elle seule expliquer les problèmes présents même s'il s'avère nécessaire de rappeler par ce biais la relativité des efforts actuels. La micro-géographie comme la macro-géographie — qui ne se confond ni avec la régionale, ni avec la générale pour prendre des distinctions propres aux géographes — s'excluent l'une l'autre bien inutilement. Et si le géographe à la recherche de corrélations, d'explications ou de causalités butine si volontiers dans les fleurs de l'ethnologie, de l'anthropologie culturelle ou de l'histoire, pourquoi considère-t-il l'économie ou la science politique comme autant de « fleurs du mal » ?

On ne peut enfin faire l'impasse sur le caractère incertain des paradigmes des sciences sociales — géographie humaine incluse — et une certaine rigueur s'impose si l'on veut assurer la pérennité d'une discipline qui n'est pas partout crédible. Et ce n'est pas en se posant en orthodoxie et en idéologie que la géographie tropicale assure au mieux sa survie, et ses membres leur légitimité. Vouloir enfin réduire l'analyse géographique à la seule contrainte

du milieu naturel conduit à la transformer facilement en un produit idéologique directement utilisable dans un combat où la géographie a tout à perdre.

Transcrit par Liberté sans Frontières, le référent tropical date dans ses motifs comme dans ses attendus nous livrant un « état du monde » et des pays du Sud quelque peu anachronique. A l'heure où la pression financière internationale n'a jamais été aussi forte et où la tentation du repli hexagonal si tentante, n'y aurait-il d'autre vérité scientifique sur la crise alimentaire africaine que les mauvaises politiques des dirigeants africains (S. Brunel et al. 1986 : 149-169), l'absence de techniques hydrauliques, constat qui, depuis 1929, autorise tous les délires technocratiques ou les « biais » urbains ou bureaucratiques, photocopies du jacobinisme français ? Les travaux de la cellule d'évaluation du ministère français de la coopération qui a rendu l'âme en 1986 sont à recommander à ceux qui cherchent à comprendre dans tous ses aspects la crise alimentaire africaine, en toute liberté !

BIBLIOGRAPHIE

A. BAILLY et al. : *Les concepts en géographie humaine*, Paris, Masson : 101-110 (la géographie agraire et la géographie rurale) ; 67-73, 1984 (la géographie sociale et culturelle).

M. BENOIT : « Oiseaux du mil : les Mossi du Bwamu (Haute-Volta) », Paris, O.R.S.T.O.M., 1982 (*Mémoires n° 95*) : 9.

D. BERGMAN : « L'économie rurale en France. Essai de synthèse de la session et de bilan », *Economie rurale*, 1984, n° 160 : 28-34.

P. BITOUN : *L'équivoque vichyssoise*, Paris, INRA (économie et sociologie rurales), 1986 : 7-15 (les communions rédemptrices du terroir).

P. BOIRAL, J.F. LANTERI, J.P. OLIVIER DE SARDAN : « *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire : sciences sociales et développement rural* », Paris, CIFACE/Karthala, 1985 : 7-23 et 27-43 (Introduction et « sciences sociales et faits de développement »).

J. BONNEMAISON : *La dernière île*, Paris, Arléa/O.R.S.T.O.M., 1986, 407 p.

P. BOURDIEU : *Homo Académicus*, Paris, Les Editions de Minuit, 1984, 302 p.

R. BRAUMAN et al. : *Le Tiers-mondisme en question*, Paris, O. Orban (coll. Liberté Sans frontières), 1986, 226 p.

M. BRUNEAU, G. COURADE : « Existe-t-il une géographie humaine tropicale ? A la recherche du paradigme de P. Gourou », *L'Espace Géographique*, 1984, 13(3) : 306-316.

S. BRUNEL et al. : *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*, Paris, Economica, 1986, 192 p.

J. COPANS : « Le regard ethnologique », *in : L'état des sciences sociales en France*, éd. : M. Guillaume, 1986 :115-119.

G. COURADE : « Les enjeux de l'amélioration variétable pour l'agriculture des pays en développement », *in : Les ressources génétiques végétales, enjeu du développement*, DIVA documents O.R.S.T.O.M., mai 1987 : 111-128.

Ph. COUTY, A. FRANQUEVILLE : « Le coût de l'autosuffisance alimentaire », Paris, *La lettre de Solagral, supplément stratégies alimentaires*, 1986, n° 10 : 5-9.

J.L. DONGMO : « Les efforts des Bamiléké de l'Ouest Cameroun pour adapter leur agriculture à l'accumulation démographique et pour sauver leur équilibre alimentaire contre les « agressions » de l'économie marchande ». *in* : O.R.S.TO.M./C.V.R.S.T., *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale*, 1979 : 149-164.

G. ETIENNE : « Evolution de la production vivrière dans l'Inde contemporaine », *Etudes Rurales*, 1985, n° 99-100 : 73-85.

F. FURET : *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard (Folio Histoire), 1978 : 13-36.

G.A.T.T. : *Focus*, n° 45, avril 1987, Genève, 4 p. (Dossier Uruguay Round).

R. GIRARDET : *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, Hachette (Pluriel), 1972 : 253-273 (« A la recherche d'un humanisme colonial »).

J. GIRI : *Le Sahel demain : catastrophe ou renaissance ?*, Paris, Karthala, 1983, 327 p. (Des ressources insuffisantes ? et une société rurale figée ? : 183-203 ; 215-231), (C.R. de Ph. Couty, *in : Bulletin Bibliographique*, n° 7 : 85-91).

P. GOUROU : *Leçons de géographie tropicale*, Bruxelles, Société Royale Belge de Géographie, 1970, 450 p.

A. GRESH : « Une fondation au-dessus de tout soupçon », *Le Monde Diplomatique*, 1985, n° 374 : 18-20, n° 380 : 4-5.

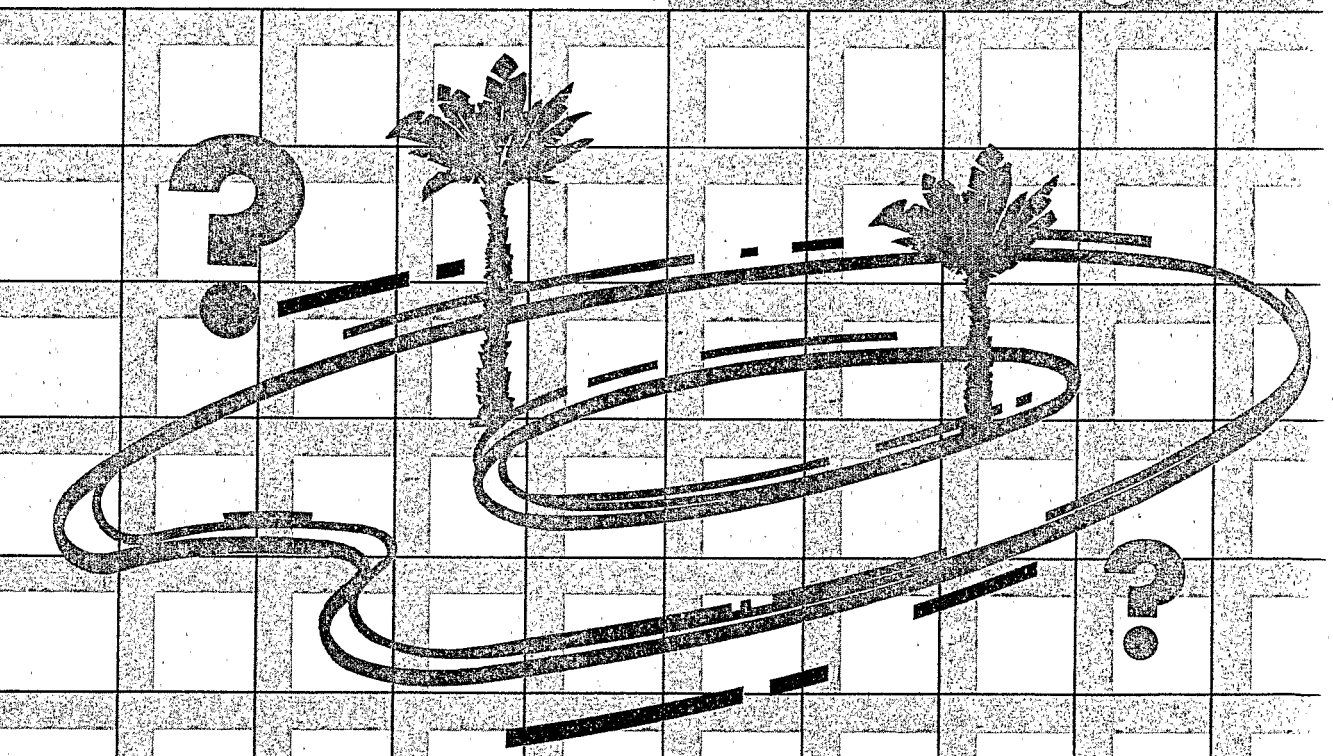
J. GRALL : « Chers paysans : le poids politique des agriculteurs », *Le Monde*, 28/05/1985 : 28-29.

HERODOTE : *Les géographes, l'action et la politique*, Paris, La découverte, 1984 (n° 33-34) : 50-72 (« La géographie comme "divertissement" »).

sous la direction de
Michel Bruneau
et Daniel Dory

LES ENJEUX DE LA TROPICALITÉ

Recherches en Géographie



MASSON

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
10 DEC 1993
N° : 38690, ex 1
Cote : B